

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

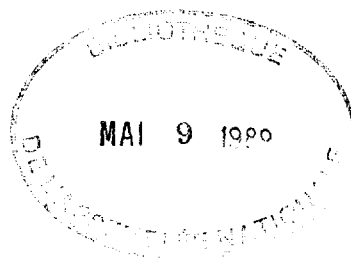
TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 128

## **Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire**

---

**Présentation**



**Présenté par  
M. Claude Ryan  
Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1989**

### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi détermine quels sont les établissements d'enseignement de niveau universitaire au Québec et prévoit certaines infractions relatives à l'octroi d'attestations d'études universitaires ou à l'utilisation du titre « université » ou du qualificatif « universitaire ».*

*Il apporte en outre des modifications de concordance à certaines lois.*

### LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9);
- Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17);
- Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal (1987, chapitre 135);
- Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal (1987, chapitre 136).

## **Projet de loi 128**

### **Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire**

**LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:**

**1. Sont des établissements d'enseignement de niveau universitaire:**

**1° l'Université Laval;**

**2° l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill);**

**3° Bishop's University;**

**4° l'Université de Montréal;**

**5° l'École Polytechnique de Montréal;**

**6° l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal;**

**7° l'Université Concordia;**

**8° l'Université de Sherbrooke;**

**9° l'Université du Québec et ses universités constituentes;**

**10° toute faculté, école ou institut de l'un des établissements visés aux paragraphes 1° à 9° qui est géré par une corporation distincte de celle qui administre cet établissement;**

**11° tout établissement d'enseignement supérieur affilié, agrégé ou annexé à l'un des établissements visés aux paragraphes 1° à 9° en vertu d'une entente approuvée par le ministre;**

12° le Collège militaire Royal de Saint-Jean.

**2.** Nul ne peut décerner de grade, diplôme, certificat ou autre attestation d'études universitaires, s'il n'est ou ne représente un établissement visé à l'article 1.

**3.** Nul ne peut désigner un établissement du titre « université » ou lui attribuer le qualificatif « universitaire » de façon à laisser croire qu'est tenu ou exploité au Québec un établissement d'enseignement de niveau universitaire, à moins que cet établissement ne soit visé à l'article 1.

**4.** Nul ne peut attribuer le qualificatif « universitaire » à un programme d'enseignement ou le présenter comme étant dispensé par un établissement d'enseignement de niveau universitaire, de façon à laisser croire que l'enseignement dispensé est de niveau universitaire, à moins que cet enseignement ne soit dispensé par :

1° un établissement visé à l'article 1 ;

2° l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

**5.** Quiconque contrevient à une disposition des articles 3, 4 et 5 commet une infraction et est passible, s'il s'agit d'une personne physique, d'une amende de 100 \$ à 500 \$ ou, s'il s'agit d'une personne morale, d'une amende de 200 \$ à 1000 \$.

En cas de récidive dans les deux ans de la condamnation pour une infraction à la même disposition, les amendes sont de 200 \$ à 1000 \$ dans le cas d'une personne physique, et de 400 \$ à 2000 \$ dans le cas d'une personne morale.

**6.** L'article 2 de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9) est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« *c* ) les établissements d'enseignement de niveau universitaire visés à l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (1989, chapitre *indiquer ici le numéro du chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1989*) ; » ;

2° par la suppression du paragraphe *d*.

**7.** L'article 1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17) est modifié par le remplacement des

sous-paragraphes 1° à 3° du paragraphe *a* par le sous-paragraphe suivant :

« 1° les établissements d'enseignement de niveau universitaire visés aux paragraphes 1° à 11° de l'article 1 de la Loi sur les établissements d'enseignement de niveau universitaire (1989, chapitre *indiquer ici le numéro du chapitre de cette loi dans le recueil des lois du Québec de 1989*) ; ».

**8.** L'article 9 de la Loi sur la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal (1987, chapitre 135) est modifié par la suppression du premier alinéa.

**9.** L'article 9 de la Loi sur la Corporation de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal (1987, chapitre 136) est modifié par la suppression du premier alinéa.

**10.** Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science est chargé de l'application de la présente loi.

**11.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).